

Mais sous un régime qui compte encore avant tout sur l'entreprise individuelle, les soins médicaux convenables que les riches peuvent s'assurer restent encore interdits à la grande masse du peuple. Un régime bien organisé de services publics de santé, comprenant les soins médicaux et dentaires, où l'on insisterait davantage sur la prévention des maladies que sur leur guérison, devrait être mis à la disposition de toute la population, tant rurale qu'urbaine. C'est là une entreprise à laquelle les autorités fédérales, provinciales et municipales, d'une part, et les membres des professions médicales et dentaires, d'autre part, peuvent collaborer.

La statistique des maladies et des décès en notre pays au cours des quelques dernières années est effarante. Je ne citerai pas une longue liste de chiffres; je me contenterai de dire que la statistique officielle nous apprend que la tuberculose a fait, en 1941, plus de 6,000 victimes au Canada. En Ontario, cette maladie atteint 29.2 personnes par cent mille de population; tandis que dans Québec la proportion est de 80.8 par cent mille. En 1940, la mortalité infantile par mille sujets viables s'établissait à 29 à Vancouver, contre 113 à Québec; 29 étaient encore trop. Quelque 3,964 mères sont mortes en accouchant, en 1939. Le district de Verdun, à Montréal, a enregistré quatre fois plus de décès de ce genre que la ville de Regina, quoique cette dernière ne soit pas parmi celles qui en ont eu le moins dans l'Ouest canadien. Je me rappelle que l'ancien ministre des Services nationaux de guerre, l'honorable M. Thorson, nous a dit que jusqu'au 2 octobre 1941, 44 p. 100 des 217,588 volontaires examinés avaient été rejetés de la catégorie A, cette classe étant, naturellement, la plus élevée. Depuis le début des hostilités, me dit-on, 60,000 hommes ont été démobilisés ou ont déserté l'armée; à mon sens, ceci est une condamnation formelle des conditions qui existent dans notre pays.

La situation ne s'améliore pas. L'an dernier, j'ai eu l'occasion de signaler la situation déplorable à Halifax et je ferai remarquer qu'elle a empiré au cours de l'année dernière. Récemment, à la demande du ministre provincial de l'hygiène, le docteur F. R. Davis, la Rockefeller Foundation a envoyé deux de ses médecins, les docteurs D. Bruce Wilson et W. A. Mackintosh, étudier les conditions qui règnent à Halifax. Voici ce qu'indique leur rapport. A Halifax, la mortalité s'est élevée de 14.5, en 1937, à 17.2, en 1941, et est presque 45 p. 100 plus élevée qu'en toute autre partie de la Nouvelle-Ecosse. Cependant, nous stationnons à Halifax, ou nous faisons passer par cette ville, en cette période de guerre, des milliers de jeunes hommes et un certain nombre de jeunes femmes, qui se rendent assumer leurs fonctions militaires ou défendre le pays. A mon sens, l'état de choses dans cette grande ville canadienne intéresse

[M. Coldwell.]

non seulement les gens de Halifax et la population de la Nouvelle-Ecosse, mais aussi la population du pays entier. Il devrait engager la responsabilité du gouvernement fédéral. Les cas de tuberculose, un des principaux problèmes de la ville au point de vue de la santé, ne sont même pas déclarés, bien qu'au dire de ces médecins, la maladie se propagerait bien moins vite si elle était signalée au début. Un autre fait effroyable, c'est que l'on a relevé deux fois et demie plus de nouveaux cas de syphilis en 1941 qu'en 1939, et l'on ignore l'étendue du problème des maladies vénériennes à cause de l'entière insuffisance des moyens de traitement et de contrôle. Dans leur rapport, ces membres de la faculté disent que certains médecins de Halifax ne signalent même pas ces cas et que le comité constitué dans cette ville pour s'occuper de cette maladie vénérienne ne s'est pas réuni. Ils parlent ensuite du déplorable mode de manutention des vivres dans la ville. Ils décrivent la saleté de la place du marché, la malpropreté des toilettes et l'approvisionnement de lait tout à fait déplorable et insuffisant. Cependant, dis-je, des milliers de nos jeunes gens et de nos jeunes femmes passent par cette ville. Je ne citerai pas d'autres passages de ce très sombre rapport, mais la chose est une honte non seulement pour Halifax, non seulement pour la Nouvelle-Ecosse, mais aussi pour le pays entier.

J'ai soulevé la question, l'an dernier, après avoir vu le fléau des taudis à Halifax, mais apparemment on a fait très peu de chose pour remédier à la situation. D'après ces deux médecins, le nombre des occupants des taudis à Halifax est tout à fait disproportionné, compte tenu de la population de la ville. Le ministre des Pensions et de la Santé nationale (M. Mackenzie) a obtenu ou est sur le point d'obtenir une copie du rapport en question et sans doute l'examinera-t-il, du moins je l'espère.

L'hon. M. MACKENZIE: Je puis informer l'honorable député que nous avons adopté hier un décret pourvoyant à l'octroi d'une somme importante pour l'amélioration de la salubrité publique à Halifax.

M. COLDWELL: Je suis heureux de l'apprendre et j'espère que le ministre surveillera l'emploi de cette allocation, pour s'assurer que les fonds serviront à l'accomplissement de l'œuvre que le Gouvernement espère voir se réaliser dans cette ville. A cet appel en faveur de la prévention plutôt que du traitement de la maladie—car à mon sens c'est l'objet réel de tout plan de santé que nous pouvons adopter ou appuyer dans notre pays—s'ajoute l'étude des problèmes connexes de l'alimentation.